

NANDO DALLA CHIESA

MEURTRE IMPARFAIT

L'AFFAIRE DALLA CHIESA



LIANA LEVI



MEURTRE IMPARFAIT

L'AFFAIRE DALLA CHIESA

TRADUIT DE L'ITALIEN PAR MARIE-CHRISTINE GAMBERINI

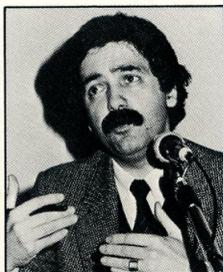
Après avoir démantelé les Brigades Rouges, le général dalla Chiesa part en Sicile, préfet nommé par l'Etat italien, pour lutter contre la mafia. Quatre mois plus tard il est assassiné. Qui dérangeait-il ? Seulement la mafia ? Nando dalla Chiesa, son fils, parle.

« La mafia n'a rien d'un pouvoir "occulte". Il faut vraiment jouer les autruches pour le prétendre. La mafia est un pouvoir manifeste et manifesté. Car *il faut* bien que les gens connaissent les mafiosi pour pouvoir leur témoigner du "respect" et savoir à qui demander de l'aide et des "faveurs". *Il faut* que chacun sache qui commande. Il n'est donc point besoin d'enquêtes particulières pour découvrir qui sont les gros bonnets de la mafia et où ils habitent. De fait, plusieurs de leurs noms figurent dans les actes de la commission parlementaire anti-mafia, mais au lieu de subir des sanctions politiques, ils ont régulièrement progressé dans la hiérarchie des partis et des institutions. »

Nando DALLA CHIESA

NANDO DALLA CHIESA

Né à Florence le 3 novembre 1949, Nando dalla Chiesa vit à Milan où il est professeur à l'Université.



Bocconi et maître de recherches à l'Institut Supérieur de Sociologie. Il est également l'auteur d'un ouvrage intitulé *Le Pouvoir de la mafia*, paru en Italie en 1976, six ans avant l'assassinat de son père, le général Carlo Alberto dalla Chiesa.

Photo : D.R.

LIANA LEVI



**EDITIONS LIANA LEVI
SYLVIE MESSINGER**

31, RUE DE L'ABBE GREGOIRE 75006 PARIS

Maquette : STYLEMARQUE - Y.L.H.

Photo de couverture : Olympia

ISBN : 2 86746 010 7 / 84 F

d'idéaux dans lesquels on ne se reconnaît pas? Pourquoi acculer tant de gens à une alternative entre deux ordres qui leur répugnent autant l'un que l'autre : le « libéralisme avec mafia » ou le « socialisme sans mafia »? D'autant que, comme j'ai largement eu l'occasion de le vérifier, le fait d'être « de gauche » ne constitue nullement une condition nécessaire ou suffisante pour être doté d'un esprit anti-mafia « conséquent ». Les nombreux représentants de l'État qui ont donné leur vie contre la mafia sans être « anticapitalistes », prouvent bien que ce sont les hommes qui font des choix, que ce sont eux et leurs vies qu'il convient d'interroger, et non des théories toutes faites, pour savoir à quoi ils sont prêts.

Il est donc temps de mettre un point final à ce débat : la défaite de la mafia ne peut en aucun cas être identifiée à un changement de « formule politique ». Certes, la mobilité des alliances, les changements de personnel politique sont déjà en eux-mêmes un antidote partiel contre la mafia, qui se complaît dans l'inamovibilité du pouvoir. Elle ne peut bien sûr pas être vaincue par ceux qui l'ont cajolée ou qui ont carrément flirté avec elle pendant des dizaines d'années.

Toutefois, on ne peut ignorer que les eaux dans lesquelles la mafia et plus généralement le pouvoir criminel naviguent, sont précisément les lois de la politique encore en vigueur. Or ces lois valent pour l'ensemble du système politique, indépendamment des différences, même de fond, qui existent entre les partis qui le constituent. Dans cette optique, j'ai essayé de parcourir l'histoire des rapports entre mafia et politique au cours de la dernière décennie. Je crois avoir trouvé trois grandes lois qui expliquent pourquoi la mafia a toujours pu se situer au centre de la dynamique politique et donc formuler des positions irréfutables dans le cadre politique, y compris lorsqu'on a tenté, au niveau local (et à quel prix!) de les attaquer.

La première est la loi « de l'amitié et de l'honneur ». Elle peut se résumer ainsi : « Mes alliés et ceux qui m'offrent leur appui ou leur "attention" sont des amis et des hommes honorables. Les autres sont des ennemis et c'est parmi eux que je m'emploie à trouver les êtres indignes. » Cette façon de choisir, ce mode de répartition, sont totalement déconnectés de toute évaluation éthique des individus et des

mobiles qui les font agir. Cette loi a pour corollaire électoral : « suffragium non olet », les votes n'ont pas d'odeur.

La deuxième loi, celle « de la vérité », proclame : « *La vérité n'existe pas. Il existe autant de vérités que de partis ou, en mettant les choses au pire, que de coalitions qui se forment autour de chaque question.* » Il en découle que dans le système politique, la vérité se divise en trois, cinq ou sept. S'il en ressort *une*, c'est que les négociations entre partis ont permis d'aboutir à un point d'équilibre, mais c'est justement pour cela que ce ne sera pas *la vérité*.

Enfin, la troisième loi est celle « de la santé publique » : « Une situation (économique, sociale, mais surtout institutionnelle) est bonne si je suis au gouvernement ou dans la majorité; elle est mauvaise si je me trouve en dehors. » En définitive, c'est par la combinaison des effets de ces trois lois que le pouvoir des tueurs a pu se développer en pleine poussée de la gauche (et non comme pure « riposte » à cette poussée); que l'opposition, au moment de choisir ses alliances, préfère régulièrement à l'honnête Quintino Sella, César Borgia car il fait « des ouvertures à gauche »; que l'on prône, au sein des gouvernements, le jeu subversif des chantages et des couvertures croisées, et que la vérité des personnes honnêtes n'a pas plus de poids (et en a même moins, pour les autres) que celle des criminels.

Le problème qui se pose n'est pas seulement celui de l'intérêt pour la mafia de *ces* lois de la politique. En réalité, le fait de s'en tenir au simple aspect stratégique de la « formule politique » trahit, plus en profondeur, une incompréhension radicale de la nature de l'affrontement auquel se trouve désormais acculée, avec des risques mortels, la démocratie italienne. Aujourd'hui, c'est l'État libéral et démocratique, conquête de l'humanité et non aimable cadeau de certains, qui se trouve attaqué de front et doit être défendu. Ensuite, si ses adversaires sont vaincus, la voie sera ouverte à un État qu'il sera alors temps de définir, mais qui sera sans conteste plus moderne et civilisé (et donc plus désirable) que celui d'aujourd'hui.

Un cerveau politique : le « grand vieux »

Voici, je crois, les termes exacts de la question : il s'est constitué en Italie un réseau de pouvoirs criminels; il s'agit « d'aires » relativement autonomes et dont les caractéristiques et les arrière-plans sont divers : mafia, camorra, pouvoirs parallèles (Loge P2 et certains ordres maçonniques ou « chevaleresques »), criminalité financière, corruption et déviations – parfois terroristes – au sein des institutions. Quoique autonomes, ces sphères d'intérêt n'en sont pas moins en relation permanente, comme en témoignent les multiples liaisons attestées à travers des personnages éminents (Sindona en tête), avec des aventuriers, des intermédiaires, des tueurs. Elles échangent des moyens d'action, des informations, des protections, des entrées dans la diplomatie internationale, de l'Amérique latine au Moyen-Orient. Leur relative autonomie n'exclut donc pas l'existence d'un réseau politique unitaire. L'attaque séditeuse de la mafia contre l'État (commencée sous des formes explicites au cours de la seconde moitié des années soixante-dix) s'explique par son insertion organique progressive dans ce système national. Si le pacte scélérat avec l'État peut être violé au niveau local, c'est qu'une rupture ouverte avec l'ordre libéral, avec les postulats de la société libérale et démocratique, se prépare déjà au sein même de l'État, au niveau national. La mafia n'est donc que le fer de lance, la manifestation la plus sanguinaire d'une attaque plus globale contre l'État de droit dont l'engagement remonte déjà à plus de dix ans et qui bouleverse les fondements de la vie en société par un renversement de son statut éthique et civil. Dans ce cadre, Palerme fait office de véritable zone franche : point névralgique, lieu d'articulation de ce système de pouvoir, précieuse réserve de protections politico-institutionnelles et de ressources d'armements, « défendue » en tant que telle, avec acharnement et à n'importe quel prix, de toute émergence de l'État de droit du sein même de la société sicilienne.

Il serait hasardeux de penser que ce pouvoir protéiforme obéit à une stratégie centralisée. Il n'en est pas moins doté d'un cerveau politique qui lui procure une représenta-

tion unitaire et une vision d'ensemble. Le fait que les grands crimes, du massacre de Piazza Fontana à ceux de Palerme, conduisent toujours aux mêmes « points de départ » est extrêmement significatif et ne relève pas de simples « hasards ». Dans ce sens, on peut accepter, même si elle est approximative, la théorie du « grand vieux » de la mafia comme relativement valable. Objecter qu'on ne peut lire l'histoire comme un unique complot n'est guère pertinent. L'histoire n'est certes pas un complot, mais dans ses périodes les plus obscures, elle est truffée de complots et, plutôt que de les ignorer, il paraît plus intelligent de s'interroger sur les causes de leur succès. Celles-ci résident, le plus souvent, dans le cadre général. Car il faut bien répéter qu'il n'existe pas de « gènes du mal ». Chacun peut réaliser et exalter certaines potentialités négatives si le milieu qui l'entoure, de par sa dégradation organique, le lui permet.

Ce système de pouvoir évolue à son aise au sein de la démocratie politique parce qu'il en épouse et même en valorise les règles. On ne peut guère progresser dans l'analyse si l'on n'a pas compris que le « système des partis », d'artisan de la démocratie qu'il était, s'est transformé en berceau de la subversion. Cette dernière ne provient désormais plus de l'extérieur du système mais bien de l'intérieur; non pas de son aile réactionnaire mais de son barycentre, de son cœur. Elle ne vise pas à violer la formule politique car elle est subversion des règles et non des formes du jeu, irruption d'une « méthode » de pouvoir particulière, fondée sur l'illégalité, la violence et la dépendance personnelle, négation radicale de la Constitution mais toujours capable de s'harmoniser avec les cultures politiques présentes sur le marché et de les utiliser au lieu de les contester. Son véritable ennemi n'est pas la politique mais la loi.

Une fois de plus, le philosophe Norberto Bobbio a raison lorsqu'il déclare que le vieux mythe conservateur du « bon gouvernement » est désormais un objectif révolutionnaire. Les valeurs humaines et celles de l'État de droit, plus encore que celles du socialisme, sont, dans les conditions actuelles, les plus réellement en mesure de démembrer l'organisation du pouvoir et son appareil idéologique, de

mettre un terme à la fiction politico-démocratique qui s'est mise en place depuis quinze ans.

Bien sûr, on peut faire et l'on fait de nombreux efforts pour voiler les spécificités nationales du phénomène de corruption qui touche plus ou moins tous les pays. Le cas italien n'en existe pas moins, bien vivant : il réside précisément dans cette jonction perverse qui s'est opérée entre pouvoir criminel et démocratie politique. Il n'existe aucun pays où l'opposition communiste soit aussi forte et rares sont ceux où la trame de la démocratie institutionnelle et syndicale est aussi dense et étendue. Il n'en est pas moins vrai qu'aucun autre pays libre n'a enregistré une aussi interminable succession de massacres et d'assassinats où apparaissait la griffe du pouvoir ; qu'il n'existe nulle part ailleurs un tel nombre d'hommes politiques et d'administrateurs soupçonnés des crimes les plus infâmant, allant jusqu'au trafic de drogue et à l'homicide volontaire. Il est encore vrai qu'aucun autre pays n'a de Palerme et qu'il n'y a qu'en Italie qu'un ministre qui organise des dîners électoraux avec des trafiquants de drogue peut ensuite être tranquillement nommé président d'une commission parlementaire. Et surtout, il est vrai qu'il n'y a pas d'autre pays où le principe du « il n'y a pas de preuves » compte davantage, en ce qui concerne les hommes politiques, que celui du « il existe un soupçon non dénué de fondement ». Il ne s'agit pas de vouloir discréditer le monde politique. D'une part, ce sont les faits, et non leur constatation, qui jettent le discrédit. D'autre part il serait injuste et totalement erroné de déduire l'équivalence de tous les *hommes politiques* du seul fait de leur adhésion aux *règles de la politique*. Ceux-ci ne sont pas tous identiques dans leurs comportements publics et privés, leur rectitude morale, leur sens de l'État, leur façon de concevoir l'équilibre entre des valeurs et des intérêts particuliers. Il convient donc de distinguer parmi eux, comme parmi les fonctionnaires, ceux qu'il faut rencontrer et ceux qu'il importe de contrer.

Si tout ceci est exact, et franchement, je n'arrive pas à en douter, il est difficile de ne pas en tirer des conséquences en termes de stratégie politique, en restituant à la politique son sens le plus noble de recherche, de projet, de créativité.

Il ne s'agit pas de supprimer ce niveau politique, mais de le tirer des ornières mensongères et stériles de la géographie politique d'après-guerre et de ses schémas. Les concepts de droite et de gauche ne sont ni immuables, ni atemporels. Ils se définissent par rapport à ce que sont historiquement les questions sur lesquelles se joue la qualité la plus intime d'une civilisation. Par conséquent, si ces questions, comme il advient aujourd'hui, concernent les libertés fondamentales et la dignité humaine, le principal problème étant celui du *pouvoir criminel*, c'est à partir d'elles (et sans que l'on puisse les éluder) que se dessinent avec un minimum de vraisemblance une « droite » et une « gauche ». À condition, bien entendu, que l'on continue à s'accorder sur le fait que la gauche est celle qui se charge de soutenir, lors des affrontements matériels ou d'idées et de valeurs, les parties les plus progressistes de la société.

Dès lors, nombre de jeunes catholiques, de jeunes républicains, de jeunes libéraux se situent de fait « à gauche », tandis qu'une partie non négligeable de « la gauche » se retrouve, de par ses comportements et ses choix, « à droite », et ce sans équivoque possible. Et la droite et la gauche, au lieu de se réduire à l'état de mots creux, acquièrent une signification encore plus profonde et pleine d'implications qu'auparavant.

Il se pose donc un grand problème, celui de produire une synthèse de cultures adaptée au niveau du conflit, une synthèse, par conséquent, sur des valeurs universelles. C'est cette conviction qui m'a poussé à me rapprocher de la pensée d'écrivains comme Gobetti ou Carlo Rosselli, à les relire dans une perspective toute nouvelle. L'intransigeance de leur tempérament, leur refus obstiné de tout compromis, leur volonté de ne jamais négocier sur les valeurs universelles et de ne pas les sacrifier à des ordres politiques « plus avancés », tout cela m'avait toujours fasciné. Récemment, j'ai réalisé combien leur précieux héritage intellectuel a peu pénétré la culture politique italienne où les mariages entre éthique et négation de l'éthique constituent la sublimation du politique au lieu d'en représenter la misère.

Une synthèse nouvelle, donc. Pour parvenir à la réaliser, il faut « dépasser » les sigles de parti et, tout en tenant

compte de leur existence, travailler à la création d'aires culturelles plus vastes. La réalité même nous fournit de précieuses indications. Contre la mafia, il existe déjà quatre de ces grandes aires : libérale, catholique, réformiste et marxiste. Chacune avec ses catégories et ses valeurs, elles sont en mesure, ensemble – et peut-être seulement ensemble – de contrecarrer les deux redoutables cultures qui constituent respectivement l'âme et le support du « modèle mafioso » : la féodale et la réformiste, enracinées dans le pouvoir mais perpétuellement aux aguets à l'extérieur aussi.

Je crois surtout que l'on ne pourra guère avancer sans réévaluer de manière importante le rôle de l'homme dans l'histoire; non pas celui du « chef », du roi, du grand homme, mais celui de l'homme dans l'absolu; sans redécouvrir la valeur de l'individualité face aux grands agrégats économiques, sociaux et politiques. Le fait que mon père ait été tué, et avant ou après lui La Torre, Mattarella, Terranova, Costa, Basile, Giuliano, Ciccio Montalto, D'Aleo, Chinnici et les autres héros de l'Italie contemporaine, m'a démontré un fait à la fois évident et riche d'implications radicales : bien que pouvoir séculaire et d'après certains inaltérable, la mafia, le pouvoir criminel, a eu peur de l'individu, de l'homme seul, et d'hommes d'opinions politiques parfois très éloignées; non pas de formules, de lois, de structures ou de superstructures, mais avant tout d'hommes particuliers, de comportements individuels. À cause de ces personnalités isolées, elle s'est parfois trouvée le dos au mur.

Que l'action de ces hommes ait ensuite toujours trouvé auprès du PCI le soutien le plus convaincu constitue une donnée importante, à ne pas oublier, mais qui ne saurait se substituer à une autre donnée, peut-être plus essentielle : si la mafia a bien incarné le triomphe de la raison politique sur la raison éthique, les forces qu'il convient d'organiser contre elle ne peuvent être rassemblées et choisies *d'après* les lois de la compétition politique.

On trouvera peut-être que j'insiste trop sur cette idée. Pourtant, je n'y suis pas arrivé directement, mais à l'issue de réflexions longues et douloureuses dont il est certes possible que je force certains traits. Toutefois, un point fondamental

m'a conduit à cette position : le fait que dans ce pays, on baptise « mystères » trop de choses qui n'en sont pas. A tel point que les vérités les plus déplaisantes, les plus embarrassantes, celles qui auraient pu contraindre bien des gens à se redéfinir et à réviser leurs schémas culturels, les vérités troublantes (et convergentes), ce sont, en Italie, les parents des victimes qui les ont dites : madame Moro, madame Calvi et, si on me le permet, les enfants de dalla Chiesa. Ce ne sont pas les grands appareils, les piliers de la démocratie et de la liberté d'information qui les ont formulées, mais les membres des familles de victimes, qu'une bonne partie de l'*establishment* fait régulièrement passer pour des fous, des visionnaires ou des canailles.

Voilà pourquoi en cette année 1984, il faut refaire l'éloge de la folie et aussi celui de la famille. Car là où le monde n'est pas arrivé, y sont arrivés les sentiments blessés, les affections, le courage de ceux qui ont moins à perdre maintenant qu'on leur a déjà cruellement arraché un morceau de leur existence. L'homme est parvenu là où la politique a échoué, même avec ses meilleures forces. Mieux, l'homme a vaincu les règles de la politique; il s'en est révélé la limite infranchissable. Sa voix ne peut être supprimée. Certains ont cru que des épouses, des enfants, assisteraient à l'assassinat de leurs proches sans mot dire. Ce n'est pas ce qui s'est passé.

Il est faux que, comme l'a écrit D'Acquisto après l'assassinat de La Torre, les mafiosi « connaissent le cœur de l'homme ». D'ailleurs, comment pourraient-ils le connaître? Je ne pense pas seulement aux familles touchées mais aussi à ce qui s'est produit au cours de ces deux dernières années dans toute la collectivité nationale. L'avalanche d'assassinats a décuplé les énergies anti-mafia au lieu de les anéantir. Lorsque sont en jeu des valeurs vitales, la collectivité sait trouver d'incroyables réserves de courage, de dévouement et aussi d'intelligence. En outre, comme l'a enseigné aussi le terrorisme, plus l'intimidation est forte et plus la peur décroît, dans les couches les plus sensibles de la société en tout cas. Car on comprend alors que l'on risque de perdre tout ce qui donne un sens à la vie : la liberté et la dignité. Ce n'est pas un hasard si j'ai perçu une peur moindre de la

mafia ou de la camorra chez les jeunes Palermitains et Napolitains que chez les jeunes du même âge d'autres régions d'Italie (pour qui « il vaut mieux s'en tenir à l'écart »).

Assez!

Pour la première fois dans l'histoire de l'Italie, un mouvement d'opinion est né, au niveau national, dans les écoles surtout. Un mouvement différent de ceux qui l'ont précédé et qui bouleverse les regroupements partisans en intégrant les valeurs universelles et la forte demande éthique des jeunes générations. Des débats, des assemblées, des expositions, impensables il y a seulement deux ans dans des établissements scolaires, ont provoqué une prise de conscience qui a engendré plus de progrès en l'espace de deux ans qu'au cours de tout le siècle précédent qu'en un siècle. Certes, ce mouvement a bien des limites mais il a déjà démontré à plusieurs reprises une maturité et une ampleur appréciables et il s'étend en dépit des silences.

Parallèlement se sont formés hors de Sicile – et c'est aussi une nouveauté – de nombreux centres d'opinion en mesure d'exercer une influence, de faire œuvre culturelle, d'orienter concrètement le débat. Sur le plan institutionnel, les effets se font sentir. La loi La Torre, la plus dure qui existe en Europe occidentale contre la criminalité économique, a été votée. À partir du moment où elle punit l'association de mafiosi, elle permet de condamner (comme on l'a vu lors du procès Chinnici) alors même que l'insuffisance de preuves aurait conduit à l'acquittement. Dans les zones les plus concernées, l'application de cette loi rencontre des résistances, mais elle n'en permet pas moins d'atteindre des ramifications importantes de la mafia et constitue une formidable ressource, surtout dans la perspective du nouvel engagement de la magistrature. En effet, pour la première fois, le Conseil supérieur de la magistrature a directement pris en charge la lutte contre la mafia. Il l'a fait, et continue à le faire, malgré toutes les difficultés dues à l'indolence

Irak la machine infernale

Samir al-Khalil

JClattès

Samir al-Khalil se cache, en exil et sous un pseudonyme ; il est recherché de longue date par les services secrets de son pays. Il livre ici un document accablant construit sur une enquête et une réflexion. Grâce à son analyse politique riche d'informations et de détails, on saura par quelles méthodes, grâce à quel langage, quels cheminements psychologiques, le chef de l'état irakien a soumis tout un peuple. Un parti unique, le parti baas, sous le règne sans partage de son chef, s'est enraciné en Irak grâce à une longue série de purges et d'atrocités. Car ce qui caractérise le gouvernement de Saddam Hussein, et lui a permis d'établir une dictature qui n'a rien à envier à celles rencontrées au cours de ce siècle, c'est la peur soutenue par la violence. La peur qui s'insinue dans les familles, les rues, les écoles et les mosquées, celle qui fait que chaque homme, chaque femme sait qu'il est en puissance et malgré lui un coupable, un ennemi du parti - et traité comme tel.

L'émotion surgit sous la rigueur de la pensée ; elle donne son poids à cette quête d'une explication de la véritable nature d'un régime que les démocraties n'ont pas voulu connaître. Ce livre dit pour la première fois l'essentiel. Quelque soit le paysage économique et politique, il n'est pas inutile de se rappeler ce qu'engendrent, une fois réunis, la disparition des droits de l'homme, le culte de la personnalité, le règne de la violence et de la terreur planifiée.



149,00 FF TTC.

91.01.45.1939.3

ISBN : 2-7096-0 985-1

COUVERTURE
AGENCE MEDIA

en eût jamais. « J'ai vu de jeunes garçons brûler vifs, dit-il. J'ai vu des garçons irakiens et iraniens s'entre-déchirer littéralement avec leurs ongles et avec leurs dents. La fureur de la haine face à la fureur de la haine ³⁹. »

En guise de conclusion

Dire que le Baas et le pouvoir religieux de Téhéran avaient perdu la tête et agi de manière absurde en s'obstinant à poursuivre leur propre politique sur le champ de bataille leur suppose une certaine capacité d'appréciation – je ne parle ni de sagacité, ni de sagesse, ni d'expérience militaire, ni de compréhension théorique profonde, et encore moins de sens humain – mais du bon sens le plus ordinaire. Lequel n'a rien à voir avec l'aptitude de l'esprit humain au raisonnement abstrait et au jugement subséquent; comme l'a naguère fait observer Hannah Arendt, ce sens commun est formé de l'ensemble des jugements et perceptions dont nous sommes capables en tant qu'êtres humains qui partageons un même monde et qui constitue notre système de référence.

Mais, quand ils se penchent sur le monde dont ils sont les auteurs, aussi bien Saddam Hussein que Khomeini témoignent d'un manque affligeant de sens commun. La manière froide et calculée dont ils considèrent leur matériel humain à la stupeur répétée des experts soulève deux questions importantes : pourquoi le régime irakien n'est-il pas tombé, ou pourquoi ses soldats shi'ites n'ont-ils pas déserté en dépit du grand renversement déjà en cours? Et comment Khomeini a-t-il pu réussir à recruter des contingents pareils en dépit de pertes d'une importance sans précédent et aussi absurdes sur le plan militaire?

En outre, ce qui fait la force de chacun dans son propre monde devient une faiblesse colossale quand il a affaire à son rival. Faute d'être semblables, l'Irak baassiste et l'Iran islamique ont en commun, dès l'instant qu'il s'agit du monde dont ils sont les artisans, une absence totale du bon sens le plus élémentaire. On le déplore car, peut-être, un peu de ce simple bon sens pourrait – et d'abord dans la leur – se refléter aussi dans la santé mentale de ceux qu'ils ont piégés dans leur système vicieux : hélas, les objectifs chimériques qu'ils poursuivent et dans lesquels ils ont muré leur vie nous en priveront encore longtemps.

39. *The Sunday Times*, 26 février 1984.

Ces finalités ont toujours existé au cœur même du Baassisme, et comme mouvement et comme pouvoir. Normalement, lorsqu'elles deviennent publiques, on découvre si elles sont ou non fictives mais le fond du Baassisme n'a pratiquement jamais été perçu. Une fois qu'il fut au pouvoir et eut consolidé son autorité par sa mainmise sur toute la société irakienne, l'illusion se reporta sur l'homme au pouvoir – Saddam Hussein.

Cependant, pour le Baas, même le pouvoir étatique a ses limites. Ce ne sont pas vraiment celles de son nationalisme qui le retiennent, mais plutôt celles qui l'empêchent d'empiéter sur ce qui est réel ou ne l'est pas – donc ce qui peut être plongé dans le gouffre de son imposture.

Le surdéveloppement de l'organisation baassiste – éliminant toute opposition interne dans un régime de terreur qui n'est même plus en mesure de choisir ses victimes – avait tellement entravé sa perception de la réalité, qu'il était devenu incapable de discerner ce dont il était l'auteur ou pas. La maestria avec laquelle le Baassisme avait réussi à s'isoler du monde extérieur pour protéger son hégémonie se retournait contre lui. Les conspirations qu'il avait déjouées de façon aussi impitoyable se transformèrent en chimères. La fiction originelle avait été purement conceptuelle. Autour de ce principe archimédien, il avait construit un univers sans fondations que, tel Don Quichotte, Saddam Hussein s'efforçait de développer – sans, bien entendu, posséder la moindre des qualités si attachantes du chevalier errant.

Pour Saddam Hussein, ce qui n'entre pas dans son orbite lui apparaît sous un jour très différent de ce que nous appréhendons communément. Il n'avait plus besoin des anciens généraux du Shah, ni de Bakhtias, pour savoir que la révolution iranienne était pourrie du haut jusqu'en bas et que les masses n'attendaient qu'un signe de lui pour se soulever. Cela, il le savait déjà : « l'histoire » le lui avait révélé, comme le choix qu'il avait fait du nom de *Qadissiyah* le montre bien. Pour les masses irakiennes qui ont célébré leur victoire sur les sionistes et les conspirations impérialistes lors des procès retentissants de janvier 1969, tout comme pour Saddam Hussein le spectacle de la révolution iranienne – les millions d'hommes en marche, qui ont combattu et sont morts pour elle, et le transfert de toutes leurs espérances et aspirations sur la personne de Khomeini – était pourri dès le départ. Le monde qu'il avait fabriqué et imposé à son pays prétendait être autre que ce qu'il semblait être politiquement, à la surface. Les Arabes du Khuzistan accueille-

raient son armée de libération, prendraient les armes et peut-être même renonceraient à leur arabité, leur héritage incontestable, comme l'avaient fait leurs ancêtres autrefois dans les plaines de Qadissiyah aux dépens du puissant empire sassanide. Qu'ils ne l'aient pas fait et qu'ils se soient même battus contre lui avec la dernière des énergies, dans les provinces en majorité arabes d'Ahwaz et du Khuzistan, fut pour lui la preuve, non pas de son erreur de jugement, mais de leur trahison. Une conspiration de plus avait fait capoter le rêve utopique de dominer et briser l'Iran. Agir sur le rêve ou sur la conspiration revenait toujours au même. C'est pourquoi même si Saddam était entré en guerre simplement parce qu'il croyait que les Shi'ites représentaient une menace, tout ce que j'ai dit par ailleurs sur cette guerre n'en demeure pas moins vrai; au lieu d'agir sur sa folie des grandeurs, Saddam se serait attaqué à une nouvelle conspiration, reposant plus ou moins sur la même réalité que le reste.

La folie – dans son acception strictement politique – se révèle clairement lorsqu'on subordonne à des fins aussi indéterminées, lointaines et relevant de la pure fiction, chaque incident particulier, chaque péripétie sur le champ de bataille, chaque vie humaine sans distinction de statut personnel, de richesse ou de rang, et bien sûr l'ensemble de toutes ces vies. Voici deux mondes dont les vues mènent, véritablement, à la perte pour chacun de nous de ce que nous avons en commun. C'est bien ce que Saddam Hussein signifie lorsqu'il déclare au monde que, si c'était en son pouvoir, il déclencherait la Troisième Guerre mondiale, avant de quitter, volontairement, son siège. Ce faisant, il admet le caractère fictif de ses premières intentions belliqueuses – ce qu'il n'a pas à faire si elles redeviennent de simples conspirations. Avec des gens de cet acabit, il est toujours très difficile de faire la distinction entre une intention véritable et des effets de propagande. Dans l'ensemble, pourtant, ils ont tendance à croire en leurs propres déclarations, et quel que soit leur caractère, d'autant plus monstrueux qu'il se heurte à notre conception de la normalité, il est impératif de ne pas l'ignorer.

Les difficultés apparaissent quand nous essayons de comprendre leurs raisons sous l'angle de notre humanité, de notre normalité, et de nos idées sur ce qui a du sens ou ce qui n'en a pas. Mais croire qu'on peut associer le terme de bon sens au Baassisme et au Khomeinisme ne marche pas. Cela peut même être très pernicieux. Prenons, par exemple, l'usage des gaz toxiques. Les observateurs extérieurs, arabes et européens,

pensèrent que le Baas n'y recourait que par désespoir. Mis à part le fait que la situation militaire sur le terrain n'a jamais été aussi désespérée qu'on a voulu le dire à l'époque, pourquoi ne pas croire que si le Baas n'a pas utilisé ces gaz contre les Iraniens plus tôt, et sur une plus grande échelle, c'est tout simplement parce qu'il n'en avait pas assez? Gazer les Iraniens avait des retombées très positives pour le Baas, plus que le massacre pur et simple : il refroidissait l'ardeur au martyr. C'est une chose de mourir sous le feu des balles, les armes à la main, titubant dans la plaine en murmurant le nom du Tout-Puissant dans son dernier souffle; c'en est une tout autre que de passer des semaines sur un lit d'hôpital, si tant est qu'on en ait trouvé un, les entrailles en déliquescence.

Le recours aux armes chimiques de destruction massive pose le problème moral, plus vaste, de ce qu'aurait fait l'un ou l'autre des opposants s'il avait disposé d'un armement nucléaire. Seuls des esprits scandaleusement irresponsables peuvent encore avoir un doute à ce propos : si l'Irak avait possédé la bombe atomique, il y a longtemps qu'elle aurait explosé en Iran. Le simple fait de posséder des armes de destruction massive – qu'il faut distinguer de l'armement normal destiné à un combat dont les finalités sont bien précises, ainsi que la stratégie militaire qui l'accompagne – naît de la ferme intention de les utiliser dans n'importe quelle situation. Ainsi, la détention d'armes, expressément destinées au massacre total des civils, donne-t-elle, indépendamment de sa politique, une indication très précise des intentions criminelles d'un gouvernement. Cependant, ceux qui prennent la responsabilité de faciliter, ou seulement laisser faire, la fourniture d'une pareille capacité de destruction à un gouvernement dont le pouvoir résulte d'une constante escalade dans la violence institutionnelle, ceux-là se rendent complices. C'est le cas de tous les gouvernements français qui ont approvisionné l'Irak en armes de ce genre depuis 1975, et jusqu'au jour où j'écris ses lignes.

Est-il possible de trouver une explication rationnelle aux actes de guerre de Saddam Hussein? De même, qui sommes-nous pour nous permettre de mettre en doute une stratégie religieuse destinée à protéger les victoires de sa révolution, tout en abrégant le difficile métier de vivre avec un aller simple pour le Paradis? Ce genre d'explication peut-il éclairer la vraie nature de cette guerre, sa signification plus large? Ou bien n'y a-t-il pas un refus sous-jacent de l'accepter pour ce qu'elle est

et, abdiquant notre humanité, d'entrer dans l'univers et dans les schémas mentaux qui l'ont fait éclore? Quels qu'aient été leurs raisons et le moment, tous ceux qui, encourageant parfois des dangers, ont pris position à propos de cette guerre – en faveur d'un camp ou de l'autre – sont restés plongés dans un véritable abîme moral aussi longtemps qu'ils ont maintenu leur position.

Peu importe ce qu'ils ont fait et pourquoi ils l'ont fait, qu'ils se soient trouvés dans ces pays ou ailleurs, au combat ou non; peu importe même qui ils sont, ou ce qu'ils font ou ont fait, parce que le point essentiel ici est que jamais la politique a eu quoi que ce soit à voir avec cette dimension de folie profonde et terrifiante qu'était la guerre Irak-Iran.

La politique est le lieu du discours public et des échanges entre les hommes. Paradoxalement, cette interaction, d'où peuvent sortir de tels conflits, disparaît dès que le massacre commence. La politique a cessé d'exister entre les deux pays dès le début des hostilités. Elle avait même disparu en Irak beaucoup plus tôt, et cela tenait à la manière dont la guerre commença. C'est pourquoi, loin d'être un conflit poursuivant la politique « par d'autres moyens », comme l'a écrit Clausewitz, elle fut, dans un irrépressible déchaînement, la prolongation effrénée à travers un univers sans frontières, de la violence de fous. Telle est la nature essentielle de la guerre Irak-Iran – issue de l'antagonisme très profond des deux camps, non seulement à l'égard de leurs conceptions respectives, mais à l'égard aussi du genre humain, ce qui exclut tout espoir qu'ils puissent s'entendre avec d'autres.

Si la stratégie de la vague humaine et celle des gaz mortels symbolisent à la perfection cette guerre, aucune pourtant ne se prête à servir des buts expressément politiques. Toutes deux sont axées sur une autre finalité, la plus apolitique qui soit – la mort – qu'il s'agisse du massacre, inutile, de civils ou de soldats. Par ailleurs, les gaz mortels et la guerre des tranchées (une variante de la stratégie de la vague humaine) étaient des inventions indissolublement associées à la Première Guerre mondiale, qui nous a déjà donné des monuments en hommage à la folie humaine tels que les champs de bataille de Verdun – fort probablement la plus forte concentration de cadavres de toute la terre. La guerre Irak-Iran a, à juste titre, été comparée à la Grande Guerre, mais généralement pour de mauvaises raisons. Les gaz toxiques et les tranchées de la Première Guerre mondiale furent des inventions techniques qui, associées à

l'artillerie lourde de longue portée et à la mitrailleuse, ont donné naissance à une façon de tuer qui lui était propre. Les symboles, eux, ne naissent pas de la technique; pour mériter cette appellation, ils doivent toucher au cœur même des rapports humains. Dans les mains des Baassistes, le gaz toxique est une façon de tuer qui trouve son origine dans la peur qui cimente toute la société. La stratégie iranienne de la vague humaine en est la parfaite contrepartie – c'est la célébration de la mort non pas par rapport à cette vie, mais par rapport à l'idée d'un au-delà. Voilà pourquoi, si le gaz mortel et la stratégie de la vague humaine sont des symboles fondamentaux pour comprendre la guerre Irak-Iran, on ne peut pas en dire autant pour la Première Guerre mondiale.

Dans son roman, *Parabole*⁴⁰ qui se passe pendant la Première Guerre mondiale, William Faulkner a décrit une scène dans laquelle un commandant français de division se lance dans une attaque que lui seul et le haut commandement savent condamnée d'avance. Le régiment se mutine, juste au moment de l'attaque; d'après un témoin, les soldats refusent de sortir des tranchées. Comme s'ils s'étaient donné un signal convenu, la division, puis le front français tout entier en font autant.

La parabole se poursuit ainsi : les Allemands ne saisissent pas cette occasion pour pousser leur contre-attaque. Personne ne saura jamais ni comment, ni pourquoi, tout le front allemand se gèle simultanément. Les officiers sidérés maintiennent les apparences en lançant un feu nourri d'artillerie sur l'espace vide entre les deux lignes du front. Un commandant de section explique : « Nous pouvons parfois permettre même à nos troupes de nous laisser tomber; c'est un des préalables au destin funeste des simples soldats. Ils peuvent même arrêter les guerres, comme ils l'ont déjà fait et le feront encore; nous devons simplement veiller à ce qu'ils ne sachent pas que ce sont vraiment eux qui ont commis cet acte. » Ce qui est terrible, dans la guerre Irak-Iran c'est la certitude qu'un tel scénario est inimaginable. Il ne s'agit pas seulement d'invraisemblance, comme dans celui de Faulkner – et les termes imagés, dictés par son génie littéraire, le prouvent bien – c'est bien d'*inconcevable* à l'état pur dont il est question.

Quand on se bat pour des choses précises (territoire, réserve de pétrole, droits de navigation, enjeux stratégiques) ou bien

40. Gallimard, 1958.

même au nom d'ambitions nationalistes sur des frontières, les protagonistes, où qu'ils soient, restent capables d'un jugement rationnel – au moins dans l'abstrait. Parce que des « objets inanimés » sont en jeu, l'analyse, selon le schéma « de cause à effet », permet à peine d'imaginer les soldats français et allemands de la Première Guerre mondiale se retrouvant plus unis dans leur sort commun que séparés par des considérations matérielles ou patriotiques.

En outre, le rapport de force des deux puissances, que la guerre peut modifier, temporairement ou non, est un calcul politique que l'on fait avant de s'engager. Cela ne veut pas dire que l'on connaît d'avance les conséquences de la décision, ni que celle-ci n'est pas entachée d'incertitude ou d'erreur; cela veut dire que décider de déclarer la guerre, et comment on va la faire, a résulté d'une série de jugements politiques, portés sur la réalité et partagés par ceux qui vont se battre. Ces guerres sont « le prolongement de la politique par d'autres moyens »; ainsi, ceux qui acceptent de mourir peuvent-ils vraiment savoir que ceux qui organisent leur mort sont toujours extrêmement désireux de rester dans l'ombre.

Chacun marchant au combat dans l'idée qu'il va se battre au nom de ce que définit son *moi* et constitue *son être* véritable – donc ce qu'il a de plus cher – il est clair que si cette existentialité est déjà en conflit avec celle que l'autre perçoit comme étant sienne, l'espoir déjà très mince de trouver un terrain d'entente se trouve considérablement amenuisé. C'est le moins qu'on puisse dire. Aussi, à première vue, la guerre Irak-Iran peut-elle passer – aussi bien par ce qui l'a motivée que par ce qui l'a nourrie – pour l'affrontement titanesque de deux adversaires, enfermés dans une question de vie ou de mort. Chaque homme est devenu le symbole sans précédent d'une concentration de pouvoirs insensés dus, pour l'un, à la peur et, pour l'autre, à la foi. La peur et la foi sont parmi les motivations les plus primitives de l'humanité. Ce sont aussi les plus fondamentales car elles mènent les hommes à la mort par milliers pour la simple raison qu'ils ne peuvent imaginer d'agir autrement.

La seule vérité de cette guerre – celle aussi de la guerre civile au Liban, mais d'aucune autre guerre israléo-arabe – est qu'elle aura une fois de plus mutilé l'humanité, qui pourtant n'en avait pas besoin.